

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 JUIN 1920.

Proposition de loi d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Un arrêté royal du 25 juin 1919 institua auprès du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement une Commission des assurances sociales et lui confia la mission d'étudier la question de l'assurance en vue de la maladie, de l'invalidité prématurée et de la vieillesse et de présenter au Gouvernement des propositions pour la réglementation législative en cette matière.

Cette Commission a élaboré un premier avant-projet de loi sur les pensions. Il fut adopté en séance du 19 avril 1920 par l'unanimité des membres présents (17 sur 22) moins deux abstentions.

Cet avant-projet a pour objet de réaliser l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Il élargit le cadre du projet de loi voté par la Chambre des Représentants, le 8 mai 1914 sans en modifier l'essence; il respecte tous les organismes existants, mais il garantit une pension non seulement aux vieillards de 63 ans, mais aussi aux veuves et aux orphelins de moins de 16 ans de tous les assujetés de la loi.

Cette extension si intéressante popularisera singulièrement la loi et comblera une lacune importante en étendant à toute la classe ouvrière le bénéfice de l'assurance-vie qui semblait n'être que le privilège de quelques uns des siens, particulièrement de ceux qui ont contracté un emprunt en vue de l'acquisition d'une habitation ouvrière.

Le projet répond à toutes les exigences scientifiques. Il est l'œuvre combinée d'actuaire et de spécialistes de la mutualité. Il fut rédigé par M. Lefranc, directeur de la Caisse générale d'épargne et de retraite avec la collaboration de M. Maingie, actuaire et directeur à la Compagnie des assurances générales sur la vie.

Il est basé sur la capitalisation comme toutes nos lois antérieures. Nul

n'ignore que ce système permet à égalité de sacrifices d'assurer des avantages beaucoup plus considérables que le système de la simple répartition. Il est à l'abri de tout changement de régime ou de politique. Le bénéficiaire de la pension possède un titre, un contrat d'assurance qui lui reste acquis nonobstant la cessation de ses versements ou de l'intervention des pouvoirs publics.

C'est cet avant-projet que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre sous forme de proposition de loi.

Nous avons introduit une double modification; l'une relative au quantum des versements respectifs des intéressés, des patrons et de l'État, et l'autre visant la situation intéressante, mais transitoire des bénéficiaires nés avant 1865.

Aux termes de l'article 1^{er} « l'assurance est rendue obligatoire à partir de 18 ans pour tous les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture, ainsi que pour les serviteurs à gage et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas un maximum à fixer par arrêté royal ».

Le projet de loi de 1914 n'étendait pas l'obligation de l'assurance aux serviteurs à gage, et d'autre part, n'y soumettait que les travailleurs dont le traitement ne dépassait pas 2,400 francs par an.

Il a paru à la Commission que rien ne justifiait plus l'exclusion des serviteurs à gage et qu'il fallait relever le taux de 2,400 francs. Toutefois en présence des changements incessants des traitements et des salaires, elle a estimé qu'il convenait de laisser au Roi, la faculté de délimiter le champ d'application de la loi.

La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite reste chargée du service de l'assurance.

*
* * *

La pension est constituée par les versements obligatoires de l'assujetti et de son employeur et par les subsides de l'État.

L'assujetti est tenu d'opérer mensuellement à la Caisse de Retraite, un versement de 2 francs par mois pour les assurés masculins mariés, le patron également 2 francs et l'État 4 francs.

Ce subside de l'État est majoré par franc versé personnellement de :

Frs. 0,50 pour les personnes nées de 1876 à 1880.

» 1.00 » 1871 à 1875.

» 1.50 » avant 1871.

Tous les versements comme toute obligation cessent pour celui qui a atteint l'âge de 65 ans.

Tous ces versements sont effectués à capital abandonné. Déjà le projet daté de 1914 excluait le mode de versement à capital réservé pour la cotisation obligatoire.

L'ensemble de ces versements sert à la constitution de trois catégories :

1^o Rente de survie au profit de l'épouse et des enfants de moins de 16 ans de l'assujetti masculin marié;

2° Rente de vieillesse au profit de l'assujetti lui-même ;

3° Rente de vieillesse au profit de l'épouse de l'assujetti.

Voici comment la répartition s'en opère :

L'assujetti masculin célibataire, le veuf non remarié, l'assujetti du sexe féminin versent uniquement en vue de la constitution de leur rente de vieillesse à 63 ans. Ils cessent d'être tenu et n'ont plus droit aux versements patronaux et de l'État dès que la pension a atteint 720 francs.

Au moment où l'assujetti masculin se marie, il continue ses versements sur le même livret, mais ceux-ci reçoivent une nouvelle destination. La constitution de la rente de vieillesse est suspendue ; les versements servent à la constitution de la rente de survie au profit de son épouse et de ses enfants.

Cette rente de survie est de 360 francs. Elle est payable après le décès du mari à sa veuve et, après le décès de celle-ci, aux enfants de l'assujetti âgés de moins de 16 ans, à raison de :

L'intégralité, en cas d'existence de trois enfants ou plus ;

Les 8/10 en cas d'existence de deux enfants ;

Les 6/10 en cas d'existence d'un enfant.

Dès que la rente de survie atteint 360 francs ou lorsque les versements obligatoires ont été effectués pendant treize ans à cette destination ce qui est la durée moyenne nécessaire pour atteindre ce chiffre ; les versements de l'assujetti marié reprennent leur première affectation et servent de nouveau à constituer sa rente de vieillesse et à la parfaire, jusqu'à ce que cette rente atteigne 720 francs.

Dès lors, il n'est point encore dégagé de toute obligation comme le célibataire ou le veuf non remarié ; il reste tenu de continuer ses versements, mais cette fois afin de constituer une rente de vieillesse de 360 francs au profit de son épouse légitime ou de compléter jusqu'à ce chiffre la rente que celle-ci aurait déjà acquise par ses versements personnels.

Dès que ce montant de 360 francs est atteint, toute obligation cesse, comme aussi toute allocation de l'employeur ou de l'État.

En résumé, en régime normal la pension s'établit comme il suit pour l'assujetti :

A) Pendant la vie des deux époux :

- | | |
|--|---------------|
| 1) Pension de retraite personnelle du mari | . 720 francs. |
| 2) Pension de retraite de sa femme | . 360 — |

Celle-ci pouvant s'élever à 720 francs, si elle-même était assujettie.

B) Après le décès du mari :

- 1) Continuation de la pension personnelle de retraite de la femme.
- 2) Rente de survie de 360 francs.

C) Après le décès des deux époux :

Rente de survie des orphelins âgés de moins de 16 ans.

L'assujetti peut effectuer des versements supplémentaires à capital abandonné. Il bénéficie de ce chef, de subsides supplémentaires de l'État.

L'allocation de ces subsides est limitée :

- 1° A un versement annuel volontaire, égal au versement obligatoire;
- 2° A la constitution des rentes de retraite et de survie qui ne dépassent pas les maxima des 720-360 et 360 francs.

Ce supplément de subsides est avantageux tant pour son bénéficiaire que pour l'État; il hâte l'époque de la constitution de la rente et en diminue le coût; c'est un des mérites du système de la capitalisation.

*
* *

Les personnes non assujetties à l'obligation du versement ne sont pas exclues de la loi. Elles jouissent des subsides de l'État dans les mêmes conditions que les assujettis à la condition cependant que leurs ressources ne dépassent pas un maximum à fixer par arrêté royal.

*
* *

Le taux des versements permet aux travailleurs affiliés dès l'âge de 18 ans et qui restent assujettis, de se constituer avec certitude toutes les rentes maxima prévues par le projet; mais il en est beaucoup d'autres qui n'atteindront pas ces chiffres soit à cause de leur âge actuel, soit à cause de l'irrégularité de leurs versements.

Le projet y pourvoit et accorde à ceux-ci des majorations de rente à constituer à la Caisse de Retraite.

Ces majorations varient suivant que les intéressés sont nés avant ou après 1900.

S'il s'agit de personnes nées depuis le 1^{er} janvier 1900, cette majoration est de la moitié de la différence entre les chiffres maxima prévus par la loi et le montant réellement atteint de la rente ou des ressources si celles-ci entrent en ligne de compte.

La majoration est acquise de droit à tous ceux qui ont été assujettis pendant les dix dernières années précédant l'entrée en jouissance de la rente; la Commission présume qu'ils sont dans le besoin et supprime pour eux toute enquête.

Pour tous les autres, la majoration est subordonnée à la condition de ne pas jouir de ressources dépassant 720 francs; toutefois, les ressources provenant du salaire ou de pensions alimentaires versées par les enfants sont immunisées à concurrence de 360 francs.

Les personnes déjà âgées de 65 ans ou qui atteindront cet âge avant dix années, rentrent donc toutes dans cette seconde catégorie. Elles restent soumises à enquête. Celle-ci sera donc encore la règle pendant une dizaine d'années; après cela, elle ne sera plus que l'exception.

Par mesure exceptionnelle, une allocation de 120 francs est accordée à tout orphelin, âgé de moins de 16 ans, de père assujetti ou ne disposant pas de ressources maxima indiquées ci-dessus. Elle est à la charge exclusive de l'État.

Toutes les autres majorations de rente incombent à l'Etat pour 4/8, aux provinces pour 1/8, aux communes pour 3/8.

Le projet de la Commission forme un système complet. Non seulement il assure une rente aux assujettis qui depuis leur jeunesse auront fait régulièrement leurs versements, mais il pourvoit également à la situation de tous ceux, assujettis ou autres, que l'âge, l'imprévoyance ou toutes autres circonstances auront tenus éloignés de la Caisse de Retraite.

De plus, il réalise l'assurance en vue du décès prématuré. La pension n'est plus le privilège exclusif de la vieillesse, mais elle permet à l'ouvrier et à l'employé d'assurer un minimum d'existence à sa femme ou à ses enfants si un décès prématuré venait à les priver de son salaire.

Sans doute, le sacrifice exigé de l'intéressé est-il sérieux ; mais combien n'est-il pas largement compensé par les avantages qu'il procure.

Le Gouvernement n'a pas attendu la fin des travaux de la Commission pour saisir la Chambre d'un projet de loi modifiant la législation relative aux pensions de vieillesse. (Séance du 26 mars 1920.)

Ce projet établit la pension gratuite. Sans doute l'exposé des motifs affirme-t-il qu'il ne vise qu'un régime transitoire et qu'il laisse la question entière, qu'il a pour objet de donner une solution immédiate à la situation lamentable des vieillards nécessiteux âgés de 65 ans et que le système qu'il préconise peut se concilier avec un régime d'assurance obligatoire.

Telle ne fut pas l'opinion de la Commission des Assurances ni la nôtre. Le projet de loi déposé par le Gouvernement offre un caractère absolument général et définitif ; il suffit de l'analyser pour s'en convaincre. Il accorde à tout Belge, âgé de 65 ans, résidant en Belgique, une pension gratuite suivant le degré de ses ressources et l'importance de la commune dans laquelle il réside. Il n'établit pas moins de 24 catégories variant de 90 à 720 francs.

Les salaires de l'intéressé et de son conjoint sont immunisés à concurrence de 50 p. c., ses ressources personnelles ou provenant de la prévoyance le sont à concurrence de 360 francs.

M. Wauters, au cours de l'exposé des motifs ne cache pas que « le principe de la pension gratuite, même comme solution définitive, est son point de vue personnel ».

La gratuité plaît peut-être d'avantage à la masse parce qu'elle n'exige aucun effort, aucun sacrifice ; mais ses apparences sont trompeuses. Il suffit d'établir un parallèle entre le système de la commission et celui du Gouvernement pour constater la supériorité du premier.

Dans le système du Gouvernement, on se borne à accorder une assistance à celui qui, à l'âge de 65 ans, se trouve dans le besoin.

La qualité de salarié ne confère aucun droit ; c'est l'indigence seule qui en donne.

Le montant des ressources s'établit par enquête. Est-il nécessaire d'insister sur les dissimulations et les fraudes qu'engendre un pareil système et sur les conséquences néfastes au point de vue des deniers publics ? Tous les membres des Comités de patronage savent combien déjà la modeste pension de 65 fr. exerce de fascination sur les esprits et combien les déclarations de revenus

sont peu exactes ; tout le monde sait à quelles dissimulations inouïes des salaires et des ressources ont donné lieu les allocations de chômage.

La pension gratuite avec son cortège de déclarations et d'enquêtes, c'est la prolongation de ce système, non pas à titre transitoire, ce qui serait un mal peut-être nécessaire mais passager mais à titre d'institution définitive, ce qui n'est pas admissible.

CH. DE BRUYCKER.

PROPOSITION DE LOI

d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré est obligatoire pour tous les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture; les serviteurs à gage âgés de 18 ans au moins et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas un maximum à fixer par arrêté royal.

ART. 2.

Les salariés étrangers travaillant en Belgique sont soumis au même régime que les salariés belges.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et de l'Etat que si les traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

ART. 3.

L'assurance est réalisée par la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat.

Les assurés et les patrons peuvent effectuer leurs versements, soit directement à la Caisse de Retraite ou

WETSVOORSTEL

tot verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden.

EERSTE ARTIKEL.

De verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden is verplichtend voor al de loontrekkenden van beiderlei kunne in de nijverheid, den handel, de vrije beroepen en den landbouw, alsmede voor de dienstboden, die ten minste 18 jaar oud zijn en wier jaarloon een bij koninklijk besluit te bepalen maximum niet overschrijdt.

ART. 2.

Op de vreemde loontrekkenden, die in België arbeiden, zijn dezelfde regelen van toepassing als op de Belgische loontrekkenden.

Evenwel kunnen de bijdragen van de patroons en van den Staat hun alleen dan ten goede komen, wanneer de verdragen met de landen van herkomst aan onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen verzekeren.

Is het vorig lid niet toepasselijk, dan worden de bijdragen der patroons in een reservefonds gestort.

ART. 3.

De verzekering geschiedt door de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

De verzekerden en de patroons kunnen hunne storting doen, hetzij rechtstreeks in de Lijfrente-

à tous les offices publics acceptant les versements pour le compte de celle-ci, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

ART. 4.

Les patrons ne peuvent obliger l'assuré à faire partie d'une mutualité déterminée ni l'empêcher de s'affilier à celle qu'il a choisie.

A défaut par l'assuré de justifier du paiement de sa cotisation, l'employeur est tenu de l'effectuer au moyen d'un prélèvement sur les salaires.

ART. 5.

Tout assujetti à la présente loi est tenu d'opérer mensuellement à la Caisse de retraite un versement de 2 francs. La contribution de l'employeur est fixée à 2 francs par mois et celle de l'Etat à 4 francs pour les assurés masculins mariés et à fr. 3.50 pour les autres.

Ces versements sont effectués à capital abandonné. Les cotisations de l'employeur et de l'Etat ne sont dues que si la cotisation du salarié a été effectivement versée.

L'employeur doit la cotisation pour tout salarié occupé à son service au début de chaque mois.

ART. 6.

Par dérogation à l'article 5, le subsidie de l'Etat est majoré par

kas of bij al de openbare diensten, die de stortingen ontvangen voor rekening dezer kas, hetzij door bemiddeling van eene erkende mutualistische vereeniging.

ART. 4.

De patroons mogen den verzekerde niet verplichten deel uit te maken van eene bepaalde mutualiteit, noch hem beletten zich aan te sluiten bij die, waaraan hij de voorkeur gaf.

Indien de verzekerde niet bewijst dat hij zijne bijdrage heeft betaald, is de werkgever verplicht de storting te doen door middel van eene afhouding van het loon.

ART. 5.

Alwie krachtens deze wet verzekeringsplichtig is, moet elke maand 2 frank storten in de Lijfrentekas. De bijdrage van den werkgever wordt bepaald op 2 frank per maand en die van den Staat op 4 frank voor de gehuwde mannelijke verzekerden en op fr. 3.50 voor de overige.

Die stortingen worden gedaan met afstand van kapitaal. De bijdragen van den werkgever en van den Staat zijn alleen dan verschuldigd wanneer de bijdrage van den loontrekkende werkelijk gestort werd.

De werkgever is de bijdrage verschuldigd voor elken loontrekkende die in het begin der maand voor hem werkt.

ART. 6

Met afwijking van artikel 5, wordt de toelage van den Staat verhoogd,

franc versé personnellement, de :

Fr. 0.50 pour les personnes nées de 1876 à 1880 ;

1 franc pour les personnes nées de 1871 à 1875 ;

Fr. 1.50 pour les personnes nées avant 1875.

ART. 7.

L'ensemble des versements prévus ci-dessus sert temporairement pour tout assujetti masculin marié à la constitution d'une rente de survie au profit de son épouse et de ses enfants légitimes.

Cette rente est payable après le décès du mari à sa veuve et, après le décès de celle-ci, aux enfants légitimes de l'assujetti, âgés de moins de 16 ans, à raison de :

L'intégralité, en cas d'existence de 3 enfants ou plus ;

Les 8/10 en cas d'existence de 2 enfants ;

Les 6/10 en cas d'existence d'un enfant.

Dès que la rente de survie a atteint 360 francs ou lorsque les versements obligatoires ont été opérés pendant 15 ans, ceux-ci sont employés conformément aux dispositions de l'article suivant.

ART. 8.

1° Pour les assujettis masculins mariés dont les versements ont cessé d'être soumis à la disposition de l'article précédent ;

2° Pour les assujettis masculins célibataires ou veufs non remariés et

voor elken persoonlijk gestorten frank, met :

Fr. 0.50 voor de personen geboren in de jaren 1876 tot 1880 ;

1 frank voor de personen geboren in de jaren 1871 tot 1875 ;

Fr. 1.50 voor de personen geboren vóór 1875.

ART. 7.

Het geheel bedrag van de hierboven voorziene stortingen wordt, voor elken gehuwden mannelijken verzekerde, tijdelijk aangewend tot vestiging van eene overlevingsrente ten bate van zijne echtgenoot en van zijne wettige kinderen.

Deze rente wordt betaald, na het overlijden van den man, aan zijne weduwe en, na het overlijden van deze, aan de wettige kinderen van den verzekeringsplichtige, beneden 16 jaar, op de volgende wijze :

De volle rente, indien er 3 of meer kinderen zijn :

8/10, indien er 2 kinderen zijn ;

6/10, indien er één kind is.

Zoodra de overlevingsrente 360 frank heeft bereikt of wanneer de verplichte stortingen gedurende 15 jaar werden gedaan, worden deze aangewend zooals in het volgend artikel is bepaald.

ART. 8.

1° Voor de gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen, wier stortingen niet meer onderworpen zijn aan de bepaling van het vorig artikel ;

2° Voor de mannelijke verzekeringsplichtigen, die ongehuwd of niet hertrouwde weduwnaars zijn, en

3° Pour les assujettis du sexe féminin, les versements prévus à l'article 5 servent à la constitution d'une pension de retraite à 65 ans; ils cessent d'être obligatoires à l'âge de 65 ans ou lorsque la rente constituée atteint 720 francs. Ils servent, en outre, pour les assujettis masculins mariés, à constituer au profit de leur épouse légitime une pension de retraite ou à compléter celle qu'elle aurait déjà acquise. Cette constitution ou ce complément n'est obligatoire que jusqu'à 65 ans ou jusqu'à ce que le montant de la pension atteigne 360 francs.

ART. 9.

Les versements prévus à l'article 4 à charge du patron et de l'État cessent dès que les pensions maxima de retraite et de survie sont atteintes.

ART. 10.

Tout assuré obligatoire et toute personne qui ne tombe pas sous l'application de la présente loi, peuvent effectuer librement des versements à la Caisse de retraite à capital abandonné qui bénéficient de ce chef des subsides de l'État à concurrence de 1,2 fois le montant du versement personnel pour les affiliés masculins mariés et à une fois le montant pour les autres affiliés.

L'allocation du subside à l'État est limitée :

1° A un versement annuel volontaire égal au montant du versement obligatoire pour les assujettis et à deux fois ce montant pour les non-

3° Voor de vrouwelijke verzekeringsplichtigen, dienen de bij artikel 5 voorziene stortingen tot vestiging van een rustpensioen op den leeftijd van 65 jaar; zij zijn niet meer verplicht op den leeftijd van 65 jaar of wanneer de gevestigde rente 720 frank bereikt. Voor de gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen dienen zij daarenboven tot vestiging van een rustpensioen ten bate van hunne wettige echtgenootte of tot aanvulling van het pensioen dat zij reeds mocht verkregen hebben. Deze vestiging of deze aanvulling is slechts verplicht tot 65 jaar of totdat het bedrag van het pensioen 360 frank bereikt.

ART. 9.

De bij artikel 4 voorziene stortingen ten laste van den patroon en van den Staat worden niet voortgezet, zoodra de hoogste rust- en overlevingspensioenen zijn bereikt.

ART. 10.

Elke verzekeringsplichtige en elke persoon, die niet onder de toepassing dezer wet valt, kunnen in de Lijfrentekas vrijelijk stortingen doen met afstand van kapitaal; uit dien hoofde worden de toelagen van den Staat voor die stortingen toegekend tot een bedrag van 1,2 maal het beloop van de persoonlijke storting voor de gehuwde mannelijke aangeslotenen en van 1 maal dit beloop voor de overige aangeslotenen.

De uitkeering der toelage van den Staat wordt beperkt :

1° Tot eene vrijwillige jaarlijkse storting van gelijk bedrag als dit der verplichte storting voor de verzekeringsplichtigen en van twee-

assujettis;

2^o A la constitution de rentes de retraite ou de survie totales au plus égales aux maxima fixés aux art. 6 et 7;

3^o Aux non-assujettis ne jouissant pas d'un revenu dépassant un maximum à fixer par arrêté royal.

ART. 11.

Lorsque, au moment de l'entrée en jouissance, la rente constituée par application des dispositions obligatoires de la présente loi n'atteint pas l'un des maxima de 360 francs prévu par les articles 6 et 7 ou de 720 prévu par l'article 7, elle est majorée, à charge de l'État, de la moitié de la différence entre le chiffre maximum prévu et le montant réel.

Cette réduction à la moitié ne porte toutefois pas sur les rentes d'orphelins qui, si elles sont incomplètement constituées, sont portées à leur maxima.

La majoration prévue ci-dessus, à allouer aux assurés dont la rente n'aurait pas atteint le maximum de 720 francs dont il est question à l'article 6, n'est accordée qu'à condition pour les intéressés d'avoir été assujettis pendant les 15 dernières années ou de ne pas disposer de ressources dépassant, rente comprise, 720 francs.

ART. 12.

Pour les personnes nées avant 1865, la majoration de rente prévue à l'article 11, sera des 8/10 de la totalité, et pour les personnes nées de 1865 à 1900, elle sera des 2/3,

maal dit bedrag voor de niet verzekeringsplichtigen;

2^o Tot de vestiging van totale pensioen- of overlevingsrenten van ten hoogste gelijk bedrag als de maxima bepaald bij de artikelen 6 en 7;

3^o Tot de niet verzekeringsplichtigen, die geen inkomen hebben boven het bij koninklijk besluit te bepalen maximum.

ART. 11.

Bereikt, bij het in genot treden, de bij toepassing van de verplichtende bepalingen dezer wet gevestigde rente niet een der maxima van 360 frank, voorzien bij de artikelen 6 en 7, of van 720 frank, voorzien bij artikel 7, dan wordt zij, ten laste van den Staat, verhoogd met de helft van het verschil tusschen het voorziene maximumcijfer en het werkelijk bedrag.

Deze vermindering op de helft geldt echter niet voor de renten van weezen, welke, indien zij onvolledig gevestigd zijn, op hun maxima worden gebracht.

Bovengemelde verhooging, te verleenen aan de verzekerden wier rente het bij artikel 6 bedoelde maximum van 720 frank niet zou bereikt hebben, wordt slechts toegestaan mits de belanghebbenden gedurende de laatste 15 jaar verzekeringsplichtig waren of niet beschikken over inkomsten, die, met inbegrip van de rente, 720 frank overschrijden.

ART. 12.

Voor de personen, geboren vóór 1865, bedraagt de bij artikel 11 voorziene renteverhooging 8/10 van de geheele rente en, voor de personen geboren in de jaren 1865 tot

pourvu que ces personnes soient dans le besoin.

ART. 13.

Les majorations prévues aux articles 10 et 11 sont également accordées dans les mêmes conditions à toute personne non-assujettie dont les ressources totales n'atteignent pas les chiffres maxima de 360 et 720 francs, fixés aux articles 6 et 7.

ART. 14.

Pour l'application des dispositions des articles 10, 11 et 12, dans le calcul des ressources d'un ayant droit à un supplément de rentes, les ressources d'un ménage sont attribuées moitié à la femme, moitié au mari.

ART. 15.

Les dépenses nécessaires au paiement des majorations prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour $\frac{4}{8}$, des provinces pour $\frac{1}{8}$ et des communes pour $\frac{3}{8}$.

La liquidation s'effectue par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. La part des provinces et des communes est récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribuées par l'État.

ART. 16.

Les suppléments de pensions ou de rentes, résultant des articles 10, 11 et 12, sont constitués à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite

1900, $\frac{2}{3}$, mits deze personen in nood verkeeren.

ART. 13.

De verhoogingen, bij de artikelen 10 en 11 voorzien, worden eveneens, onder dezelfde voorwaarden, toegestaan aan elken niet verzekeringsplichtigen persoon, wiens gezamenlijke inkomsten de hoogste cijfers van 360 en 720 frank, bepaald bij de artikelen 6 en 7, niet bereiken.

ART. 14.

Voor de toepassing van het bepaalde in de artikelen 10, 11 en 12, worden, bij het berekenen van de inkomsten van een rechthebbende op eene renteaanvulling, de inkomsten van een gezin toegekend, voor de helft, aan de vrouw en, voor de helft, aan den man.

ART. 15.

De noodige uitgaven tot betaling der bij deze wet voorziene verhoogingen komen ten laste van den Staat voor $\frac{4}{8}$, van de provinciën voor $\frac{1}{8}$ en van de gemeenten voor $\frac{3}{8}$.

De uitkeering geschiedt door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Het aandeel van de provinciën en van de gemeenten wordt afgetrokken van het deel der belastingen, die hun door den Staat worden toegekend.

ART. 16.

De aanvullende pensioenen of renten, voortvloeiende uit de artikelen 10, 11 en 12, worden ter Algemeene Spaar-en Lijfrentekas

soit par attribution de rentes de l'État au cours du jour et suivant des conditions à fixer par arrêté royal.

ART. 17.

Une allocation annuelle de 120 francs est accordée à tout orphelin âgé de moins de 16 ans, de père assujetti ou ne disposant pas des ressources maxima fixées à l'article 12. Cette allocation est à charge de l'État qui est autorisé à employer à cette fin, dans les mesures des disponibilités, le fonds de réserve dont il est question à l'article 5.

gevestigd door toekenning van Staatsrenten naar de loopende notteering en op de bij koninklijk besluit te bepalen wijzen.

ART. 17.

Eenejaarlijksche tegemoetkoming van 120 frank wordt verleend aan elk weeskind, beneden 16 jaar, dat door een verzekeringsplichtigen vader is achtergelaten of niet beschikt over de maxima bepaald bij artikel 12. Deze tegemoetkoming valt ten laste van den Staat, die gemachtigd is om daartoe van het bij artikel 5 bedoelde reservefonds gebruik te maken, in zooverre er gelden beschikbaar zijn.

C. DE BRUYCKER,
Em. TIBBAUT,
A. HUYSHAUWER,
Fg. MASSON,
A. BUYL,
Th. HOMANS.

(VIII)

(N^o 344.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 JUNI 1920.

Wetsvoorstel

tot verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Een koninklijk besluit van 25 Juni 1919 stelde bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading eene Commissie der sociale verzekeringen in, met opdracht het « vraagstuk der verzekering tegen ziekte, vroegtijdige invaliditeit en ouderdom te onderzoeken en aan de Regeering voorstellen te doen tot regeling van dit vraagstuk door de wet. »

Deze Commissie heeft een eerste voorontwerp van pensioenwet opge maakt. Het werd aangenomen ter vergadering van 19 April 1920 door al de aanwezige leden (17 op 22), min twee onthoudingen.

Dit voorontwerp heeft ten doel, de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden tot stand te brengen. Het breidt den omvang uit van het wetsontwerp, op 8 Mei 1914 door de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangenomen, zonder wezenlijke wijzigingen daarin te brengen; het handhaaft al de bestaande instellingen, maar het waarborgt een pensioen niet alleen aan de ouderlingen van 65 jaar, doch ook aan de weduwen en aan de weeskinderen beneden 16 jaar van al de verzekeringsplichtigen.

Deze zoo belangwekkende uitbreiding zal de wet bij de volksgunst ingang doen vinden en eene groote leemte aanvullen door tot de geheele arbeidersklasse de weldaad van de levensverzekering uit te breiden, welke slechts het voordeel van eenigen hunner scheen te zijn, hoofdzakelijk van degenen die eene leening aangingen tot aanwerving van eene arbeiderswoning.

Het ontwerp voldoet aan al de eischen der wetenschap. Het is het gezamenlijk werk van actuarissen en vakmannen op mutualistisch gebied. Het werd opgesteld door den heer Lefranc, bestuurder van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, met de medewerking van den heer Maingie, actuaire en bestuurder bij de « Compagnie des Assurances générales sur la vie ».

Evenals al onze vroegere wetten steunt het op de kapitaliseering. Iedereen weet dat, met gelijke offers, dit stelsel toelaat veel grootere voordeelen te verzekeren dan het stelsel van den eenvoudigen omslag. Het is tegen elke wijzi-

ging van regeling of van politiek bestand. De pensioentrekkende bezit een titel, een verzekeringsovereenkomst die zijn eigendom blijft ondanks het nietvoortzetten van de stortingen of de tusschenkomst der openbare machten.

Dit voorontwerp hebben wij de eer, aan de Kamer in den vorm van een wetsvoorstel voor te leggen.

Eene dubbelewijziging brachten wij daarin toe; de eerste betreft het bedrag van de onderscheidene stortingen van de belanghebbenden, van de werkgevers en van den Staat; de tweede regelt den belangwekkenden, doch tijdelijken toestand van de pensioentrekkenden, vóór 1868 geboren.

Naar luid van artikel 1, « is de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden verplichtend voor al de loontrekkenden van beiderlei kunne in de nijverheid, den handel, de vrije beroepen en den landbouw, alsmede voor de dienstboden, die ten minste 18 jaar oud zijn en wier jaarloon een bij koninklijk besluit te bepalen maximum niet overschrijdt. »

Het wetsontwerp van 1914 strekte den verzekeringsplicht niet uit tot de dienstboden; anderzijds, onderwierp het daaraan alleen de arbeiders, wier loon niet 2,400 franks 's jaars overschrijdt.

Het kwam de Commissie voor, dat niets de uitsluiting der dienstboden nog billijkt en dat het bedrag van 2,400 frank diende te worden verhoogd. Doch, daar de loonen steeds veranderen, was zij van meening dat aan den Koning de bevoegdheid diende te worden verleend om de draagwijdte der wet te bepalen.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas blijft belast met den verzekeringsdienst.

* * *

Het pensioen wordt tot stand gebracht door de verplichte stortingen van den verzekeringsplichtige en van zijn werkgever en door de toelagen van den Staat.

De verzekeringsplichtige is gehouden, maandelijks bij de Lijfrentekas eene storting te doen van 2 frank voor de gehuwde-mannelijke verzekerden, de werkgever ook 2 frank en de Staat 4 frank.

Deze toelage van den Staat wordt, voor elken persoonlijk gestorten frank, verhoogd met :

Fr. 0.50	voor de personen geboren in de jaren 1876 tot 1880;
» 1.00	» » 1871 tot 1875;
» 1.50	» » vóór 1871.

Al de stortingen, evenals elke verplichting houden op voor hem, die den leeftijd van 68 jaar heeft bereikt.

Al die stortingen worden gedaan met afstand van kapitaal. Reeds verwierp het ontwerp van 1914 de storting met voorbehoud van kapitaal voor de verplichte bijdrage.

Al deze stortingen dienen voor de vestiging van drie reeksen :

1^o Eene overlevingsrente ten bate van de echtgenote en van de kinderen

beneden 16 jaar van den gehuwden mannelijken verzekerde;

2^o Eene ouderdomsrente ten bate van den verzekerde zelf;

3^o Eene ouderdomsrente ten bate van de echtgenoot van den verzekerde.

Ziehier hoe de verdeeling geschiedt :

De mannelijke ongehuwde verzekeringsplichtige, de niet hertrouwde weduwnaar, de vrouwelijke verzekeringsplichtige storten enkel voor de vestiging van hunne ouderdomsrente op 65jarigen leeftijd. Zij zijn niet meer gehouden tot en hebben geen recht meer op de stortingen van werkgevers en Staat, zoodra het pensioen 720 frank bedraagt.

Wanneer de mannelijke verzekeringsplichtige trouwt, zet hij zijn stortingen op hetzelfde boekje voort, maar deze krijgen eene nieuwe bestemming. De vestiging van de ouderdomsrente wordt geschorst; de stortingen worden aangewend tot de vestiging van eene overlevingsrente ten bate van zijne echtgenoot en van zijne kinderen.

Deze overlevingsrente bedraagt 360 frank. Zij wordt betaald na het overlijden van den man aan zijne weduwe en, na het overlijden van deze, aan de wettige kinderen van den verzekeringsplichtige, beneden 16 jaar, op de volgende wijze :

De volle rente, indien er drie of meer kinderen zijn ;

8/10, indien er twee kinderen zijn ;

6/10, indien er één kind is.

Zoodra de overlevingsrente 360 frank bereikt of wanneer de verplichte stortingen gedurende dertien jaar met deze bestemming werden gedaan, wat de gemiddelde duur is om dit cijfer te bereiken, worden de stortingen van den gehuwden verzekeringsplichtige opnieuw aangewend zooals voorheen en dienen zij tot vestiging van zijn ouderdomspensioen of tot deszelfs aanvulling, totdat dit pensioen 720 frank bereikt.

Van dat oogenblik af is hij nog niet van alle verplichting vrij, zooals de vrijgezel of de niet hertrouwde weduwnaar; hij moet zijne stortingen voortzetten, doch ditmaal om een rustpensioen van 360 frank te vestigen ten bate van zijne wettige echtgenoot of om het pensioen, dat zij reeds mocht verkregen hebben door middel van hare persoonlijke stortingen, tot dit bedrag aan te vullen.

Zoodra dit bedrag van 360 frank bereikt is, houdt elke verplichting, evenals elke bijdrage van werkgever of Staat op.

Kortom, normaal wordt het pensioen voor den verzekeringsplichtige gevestigd als volgt :

A. Tijdens het leven van beide echtgenooten :

1^o Persoonlijk rustpensioen van den man 720 frank;

2^o Rustpensioen van zijne vrouw 360 —

Dit laatste kan 720 frank bedragen, zoo zij zelve verzekeringsplichtige was.

B) Na het overlijden van den man :

1. Voortzetting van het persoonlijk rustpensioen der vrouw ;

2. Overlevingsrente van 360 frank.

C) Na het overlijden van beide echtgenooten :

Overlevingsrente aan de weeskinderen beneden 16 jaar.

De verzekeringsplichtige mag bijstortingen doen met afstand van kapitaal. Daarvoor geniet hij bijkomende toelagen van den Staat.

De uitkeering der toelagen wordt beperkt :

1^o Tot eene vrijwillige jaarlijksche storting, van gelijk bedrag als dit der verplichte storting;

2^o Tot de vestiging van pensioen- of overlevingsrenten die de maxima van 720-360 en 360 frank niet overschrijden.

Deze bijkomende toelage is voordeelig zoo voor den pensioentrekkende als voor den Staat; zij bespoedigt het tijdstip, waarop de rente gevestigd is, en vermindert hare kosten; het is een der verdiensten van het stelsel der kapitaliseering.

* * *

De niet verzekeringsplichtigen worden niet buiten de wet gesloten. Zij genieten de toelagen van den Staat onder dezelfde voorwaarden als de verzekeringsplichtigen, mits hunne inkomsten een bij koninklijk besluit te bepalen maximum niet overschrijden.

* * *

Door het bedrag der stortingen kunnen de arbeiders, die vanaf 18 jaar aangesloten zijn en verzekeringsplichtig blijven, met zekerheid al de maxima-renten, door de wet voorzien te hunnen bate, vestigen; doch vele anderen zullen deze cijfers niet bereiken wegens hun tegenwoordigen leeftijd, of wegens hunne onregelmatige stortingen.

Daarin voorziet het ontwerp: het verleent aan dezen rentenverhoogingen, bij de Lijfrentekas te vestigen.

Deze verhoogingen verschillen naarmate de belanghebbenden vóór of na 1900 geboren werden.

Betreft het personen, die vóór 1900 geboren zijn, dan bedraagt deze verhooging de helft van het verschil tusschen de maximacijfers, door de wet voorzien, en het feitelijk bereikte bedrag der rente of der inkomsten, zoo met deze rekening wordt gehouden.

De verhooging wordt van rechtswege toegestaan aan al degenen, die gedurende de laatste tien jaar vóór de ingenottreding der rente verzekeringsplichtig waren; de Commissie onderstelt dat zij behoeftig zijn en ontslaat hen van elk onderzoek.

Voor al de anderen wordt de verhooging afhankelijk gesteld van de voorwaarde, dat zij niet meer dan 720 frank inkomen hebben; doch de inkomsten, voortspruitende uit het loon of uit den onderstand door de kinderen verstrekt, zijn vrij tot een bedrag van 360 frank.

De personen, die reeds 65 jaar oud zijn of dien leeftijd vóór tien jaar zullen bereiken, worden dus allen in deze tweede reeks gerangschikt. Zij blijven aan het onderzoek onderworpen. Dit zal bijgevolg nog de regel zijn gedurende een tiental jaren; daarna zal het nog slechts eene uitzondering zijn.

Bij uitzonderlijken maatregel wordt eene jaarlijkse tegemoetkoming van 120 frank verleend aan elk weeskind beneden 16 jaar, dat door een verzekeringsplichtigen vader is achtergelaten of over de bovengemelde maxima-inkomsten niet beschikt. Deze tegemoetkoming valt uitsluitend ten laste van den Staat.

Al de overige renteverhoogingen komen ten laste van den Staat voor $\frac{4}{8}$, van de provinciën voor $\frac{1}{8}$ en van de gemeenten voor $\frac{3}{8}$.

Het ontwerp van de Commissie vormt een volledig stelsel. Niet alleen waarborgt het eene rente aan de verzekeringsplichtigen, die vanaf hunne jeugd regelmatig gestort hebben, maar het voorziet ook in den toestand van allen, al of niet verzekeringsplichtig, die van de Lijfrentekas verwijderd worden gehouden door den leeftijd, het gemis van vooruitzicht of door elke andere omstandigheid.

Daarenboven voert het de verzekering tegen vroegtijdig overlijden in. Het pensioen is niet langer het uitsluitend voorrecht van den ouderdom, maar het laat den arbeider en den bediende toe, een minimum-bestaan aan vrouw of kinderen te waarborgen, zoo een vroegtijdig overlijden hen van zijn loon kwam te berooven.

Ongetwijfeld wordt van den belanghebbende een zwaar offer gevergd, maar hoe ruim wordt het niet vergolden door de voordeelen die het oplevert!

De Regeering heeft het einde van de werkzaamheden der Commissie niet afgewacht om bij de Kamer een wetsontwerp in te dienen tot wijziging van de wetgeving op de ouderdomspensioenen (vergadering van 26 Maart 1920).

Dit ontwerp voert het kosteloos pensioen in. De Memorie van Toelichting zegt, wel is waar, dat het slechts een overgangsstelsel beoogt en het vraagstuk in zijn geheel laat, dat het ten doel heeft, onmiddellijk te voorzien in den beklagenswaardigen toestand van de behoeftige ouderlingen, die 65 jaar oud zijn, en dat het voorgedragen stelsel vereenigbaar is met eene regeling van verplichte verzekering.

Dat was echter de meening van de Verzekeringscommissie, noch de onze. Het door de Regeering ingediend wetsontwerp is van volstrekt algemeen en definitieven aard; om zich daarvan te overtuigen, behoeft men het slechts beknopt na te gaan. Het verleent aan elken 65jarigen Belg, in België verblijvend, een kosteloos pensioen naar gelang van het bedrag zijner inkomsten en van de grootte der gemeente, waar hij verblijft. Het bepaalt niet minder dan 24 reeksen, gaande van 90 tot 720 frank.

De loonen van den belanghebbende en van zijn echtgenoot zijn vrijgesteld tot een bedrag van 50 t. h.; zijne persoonlijke inkomsten of zijn spaargelden zijn het tot een bedrag van 360 frank.

In de Memorie van Toelichting verbergt de heer Wauters niet « dat het beginsel van het kosteloos pensioen, zelfs als eindoplossing, zijn persoonlijke meening is. »

De kosteloosheid geniet wellicht meer de volksgunst, omdat zij geen inspanning, geen offer vergt, doch schijn bedriegt. Het volstaat een vergelijking te maken tusschen het stelsel van de Commissie en dit van de Regeering om de minderwaardigheid van dit laatste vast te stellen.

In het stelsel van de Regeering bepaalt men er zich bij, een onderstand te verleen en aan hem die 65 jaar oud en behoeftig is.

De hoedanigheid van loontrekkende geeft tot niets recht; alleen de behoeftigheid geeft rechten.

Het bedrag der inkomsten wordt bij onderzoek vastgesteld. Dient men te wijzen op de valsche opgaven en de bedriegerijen, welke zulk een stelsel medebrengt, en op de noodlottige gevolgen daarvan voor Staats penningen? Al de leden van de Beschermingscomiteiten weten welke betoovering het schamel pensioen van 65 frank op de menschen uitoefent en hoe weinig nauwkeurig de opgaven van inkomsten zijn; iedereen weet tot welke ongehoorde verduikingen van loonen en inkomsten de werklozenonderstand aanleiding gaf.

Het kosteloos pensioen met zijn nasleep van aangiften, opsporingen, onderzoekingen, is de voortzetting van dit stelsel, niet bij wijze van overgang, wat een wellicht noodzakelijk, doch tijdelijk kwaad zou zijn, maar wel als eene definitieve instelling, wat onaannemelijk is.

CH. DE BRUYCKER.



PROPOSITION DE LOI

d'assurance en vue de la vieillesse et
du décès prématuré.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré est obligatoire pour tous les salariés des deux sexes de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture; les serviteurs à gage âgés de 18 ans au moins et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas un maximum à fixer par arrêté royal.

ART. 2.

Les salariés étrangers travaillant en Belgique sont soumis au même régime que les salariés belges.

Toutefois, ils ne peuvent bénéficier des contributions patronales et de l'Etat que si les traités avec les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve.

ART. 3.

L'assurance est réalisée par la Caisse générale de Retraite sous la garantie de l'Etat.

Les assurés et les patrons peuvent effectuer leurs versements, soit directement à la Caisse de Retraite ou

WETSVOORSTEL

tot verzekering tegen ouderdom en
vroegtijdig overlijden.

EERSTE ARTIKEL.

De verzekering tegen ouderdom en vroegtijdig overlijden is verplichtend voor al de loontrekkenden van beiderlei kunne in de nijverheid, den handel, de vrije beroepen en den landbouw, alsmede voor de dienstboden, die ten minste 18 jaar oud zijn en wier jaarloon een bij koninklijk besluit te bepalen maximum niet overschrijdt.

ART. 2.

Op de vreemde loontrekkenden, die in België arbeiden, zijn dezelfde regelen van toepassing als op de Belgische loontrekkenden.

Evenwel kunnen de bijdragen van de patroons en van den Staat hun alleen dan ten goede komen, wanneer de verdragen met de landen van herkomst aan onze landgenooten gelijkwaardige voordeelen verzekeren.

Is het vorig lid niet toepasselijk, dan worden de bijdragen der patroons in een reservefonds gestort.

ART. 3.

De verzekering geschiedt door de Algemeene Lijfrentekas onder waarborg van den Staat.

De verzekerden en de patroons kunnen hunne stortingen doen, hetzij rechtstreeks in de Lijfrente-

à tous les offices publics acceptant les versements pour le compte de celle-ci, soit par l'intermédiaire d'une société mutualiste reconnue.

ART. 4.

Les patrons ne peuvent obliger l'assuré à faire partie d'une mutualité déterminée ni l'empêcher de s'affilier à celle qu'il a choisie.

A défaut par l'assuré de justifier du paiement de sa cotisation, l'employeur est tenu de l'effectuer au moyen d'un prélèvement sur les salaires.

ART. 5.

Tout assujetti à la présente loi est tenu d'opérer mensuellement à la Caisse de retraite un versement de 2 francs. La contribution de l'employeur est fixée à 2 francs par mois et celle de l'Etat à 4 francs pour les assurés masculins mariés et à fr. 5.50 pour les autres.

Ces versements sont effectués à capital abandonné. Les cotisations de l'employeur et de l'Etat ne sont dues que si la cotisation du salarié a été effectivement versée.

L'employeur doit la cotisation pour tout salarié occupé à son service au début de chaque mois.

ART. 6.

Par dérogation à l'article 5, le subside de l'Etat est majoré par

kas of bij al de openbare diensten, die de stortingen ontvangen voor rekening dezer kas, hetzij door bemiddeling van eene erkende mutualistische vereeniging.

ART. 4.

De patroons mogen den verzekerde niet verplichten deel uit te maken van eene bepaalde mutualiteit, noch hem beletten zich aan te sluiten bij die, waaraan hij de voorkeur gaf.

Indien de verzekerde niet bewijst dat hij zijne bijdrage heeft betaald, is de werkgever verplicht de storting te doen door middel van eene afhouding van het loon.

ART. 5.

Alwie krachtens deze wet verzekeringsplichtig is, moet elke maand 2 frank storten in de Lijfrentekas. De bijdrage van den werkgever wordt bepaald op 2 frank per maand en die van den Staat op 4 frank voor de gehuwde mannelijke verzekerden en op fr. 5.50 voor de overige.

Die stortingen worden gedaan met afstand van kapitaal. De bijdragen van den werkgever en van den Staat zijn alleen dan verschuldigd wanneer de bijdrage van den loontrekkende werkelijk gestort werd.

De werkgever is de bijdrage verschuldigd voor elken loontrekkende die in het begin der maand voor hem werkt.

ART. 6

Met afwijking van artikel 5, wordt de toelage van den Staat verhoogd,

franc versé personnellement, de :

Fr. 0.50 pour les personnes nées de 1876 à 1880 ;

1 franc pour les personnes nées de 1871 à 1875 ;

Fr. 1.50 pour les personnes nées avant 1875.

ART. 7.

L'ensemble des versements prévus ci-dessus sert temporairement pour tout assujetti masculin marié à la constitution d'une rente de survie au profit de son épouse et de ses enfants légitimes.

Cette rente est payable après le décès du mari à sa veuve et, après le décès de celle-ci, aux enfants légitimes de l'assujetti, âgés de moins de 16 ans, à raison de :

L'intégralité, en cas d'existence de 3 enfants ou plus ;

Les 8/10 en cas d'existence de 2 enfants ;

Les 6/10 en cas d'existence d'un enfant.

Dès que la rente de survie a atteint 360 francs ou lorsque les versements obligatoires ont été opérés pendant 13 ans, ceux-ci sont employés conformément aux dispositions de l'article suivant.

ART. 8.

1° Pour les assujettis masculins mariés dont les versements ont cessé d'être soumis à la disposition de l'article précédent ;

2° Pour les assujettis masculins célibataires ou veufs non remariés et

pour elken persoonlijk gestorten frank, met :

Fr. 0.50 voor de personen geboren in de jaren 1876 tot 1880 ;

1 frank voor de personen geboren in de jaren 1871 tot 1875 ;

Fr. 1.50 voor de personen geboren vóór 1875.

ART. 7.

Het geheel bedrag van de hierboven voorzienc stortingen wordt, voor elken gehuwden mannelijken verzekerde, tijdelijk aangewend tot vestiging van eene overlevingsrente ten bate van zijne echtgenoot en van zijne wettige kinderen.

Deze rente wordt betaald, na het overlijden van den man, aan zijne weduwe en, na het overlijden van deze, aan de wettige kinderen van den verzekeringsplichtige, beneden 16 jaar, op de volgende wijze :

De volle rente, indien er 3 of meer kinderen zijn :

8/10, indien er 2 kinderen zijn ;

6/10, indien er één kind is.

Zoodra de overlevingsrente 360 frank heeft bereikt of wanneer de verplichte stortingen gedurende 13 jaar werden gedaan, worden deze aangewend zooals in het volgend artikel is bepaald.

ART. 8.

1° Voor de gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen, wier stortingen niet meer onderworpen zijn aan de bepaling van het vorig artikel ;

2° Voor de mannelijke verzekeringsplichtigen, die ongehuwd of niet hertrouwde weduwnaars zijn, en

3° Pour les assujettis du sexe féminin, les versements prévus à l'article 8 servent à la constitution d'une pension de retraite à 65 ans; ils cessent d'être obligatoires à l'âge de 65 ans ou lorsque la rente constituée atteint 720 francs. Ils servent, en outre, pour les assujettis masculins mariés, à constituer au profit de leur épouse légitime une pension de retraite ou à compléter celle qu'elle aurait déjà acquise. Cette constitution ou ce complément n'est obligatoire que jusqu'à 65 ans ou jusqu'à ce que le montant de la pension atteigne 360 francs.

ART. 9.

Les versements prévus à l'article 4 à charge du patron et de l'État cessent dès que les pensions maxima de retraite et de survie sont atteintes.

ART. 10.

Tout assuré obligatoire et toute personne qui ne tombe pas sous l'application de la présente loi, peuvent effectuer librement des versements à la Caisse de retraite à capital abandonné qui bénéficient de ce chef des subsides de l'État à concurrence de 1,2 fois le montant du versement personnel pour les affiliés masculins mariés et à une fois le montant pour les autres affiliés.

L'allocation du subside à l'État est limitée :

1° A un versement annuel volontaire égal au montant du versement obligatoire pour les assujettis et à deux fois ce montant pour les non-

3° Voor de vrouwelijke verzekeringsplichtigen, dienen de bij artikel 8 voorziene stortingen tot vestiging van een rustpensioen op den leeftijd van 65 jaar; zij zijn niet meer verplicht op den leeftijd van 65 jaar of wanneer de gevestigde rente 720 frank bereikt. Voor de gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen dienen zij daarenboven tot vestiging van een rustpensioen ten bate van hunne wettige echtgenootte of tot aanvulling van het pensioen dat zij reeds mocht verkregen hebben. Deze vestiging of deze aanvulling is slechts verplicht tot 65 jaar of totdat het bedrag van het pensioen 360 frank bereikt.

ART. 9.

De bij artikel 4 voorziene stortingen ten laste van den patroon en van den Staat worden niet voortgezet, zoodra de hoogste rust- en overlevingspensioenen zijn bereikt.

ART. 10.

Elke verzekeringsplichtige en elke persoon, die niet onder de toepassing dezer wet valt, kunnen in de Lijfrentekas vrijelijk stortingen doen met afstand van kapitaal; uit dien hoofde worden de toelagen van den Staat voor die stortingen toegekend tot een bedrag van 1,2 maal het beloop van de persoonlijke storting voor de gehuwde mannelijke aangeslotenen en van 1 maal dit beloop voor de overige aangeslotenen.

De uitkeering der toelage van den Staat wordt beperkt :

1° Tot eene vrijwillige jaarlijkse storting van gelijk bedrag als dit der verplichte storting voor de verzekeringsplichtigen en van twee-

assujettis;

2^o A la constitution de rentes de retraite ou de survie totales au plus égales aux maxima fixés aux art. 6 et 7;

3^o Aux non-assujettis ne jouissant pas d'un revenu dépassant un maximum à fixer par arrêté royal.

ART. 11.

Lorsque, au moment de l'entrée en jouissance, la rente constituée par application des dispositions obligatoires de la présente loi n'atteint pas l'un des maxima de 360 francs prévu par les articles 6 et 7 ou de 720 prévu par l'article 7, elle est majorée, à charge de l'État, de la moitié de la différence entre le chiffre maximum prévu et le montant réel.

Cette réduction à la moitié ne porte toutefois pas sur les rentes d'orphelins qui, si elles sont incomplètement constituées, sont portées à leur maxima.

La majoration prévue ci-dessus, à allouer aux assurés dont la rente n'aurait pas atteint le maximum de 720 francs dont il est question à l'article 6, n'est accordée qu'à condition pour les intéressés d'avoir été assujettis pendant les 15 dernières années ou de ne pas disposer de ressources dépassant, rente comprise, 720 francs.

ART. 12.

Pour les personnes nées avant 1865, la majoration de rente prévue à l'article 11, sera des 8/10 de la totalité, et pour les personnes nées de 1865 à 1900, elle sera des 2/3,

maal dit bedrag voor de niet verzekeringsplichtigen;

2^o Tot de vestiging van totale pensioen- of overlevingsrenten van ten hoogste gelijk bedrag als de maxima bepaald bij de artikelen 6 en 7;

3^o Tot de niet verzekeringsplichtigen, die geen inkomen hebben boven het bij koninklijk besluit te bepalen maximum.

ART. 11.

Bereikt, bij het in genot treden, de bij toepassing van de verplichtende bepalingen dezer wet gevestigde rente niet een der maxima van 360 frank, voorzien bij de artikelen 6 en 7, of van 720 frank, voorzien bij artikel 7, dan wordt zij, ten laste van den Staat, verhoogd met de helft van het verschil tusschen het voorziene maximumcijfer en het werkelijk bedrag.

Deze vermindering op de helft geldt echter niet voor de renten van weezen, welke, indien zij onvolledig gevestigd zijn, op hun maxima worden gebracht.

Bovengemelde verhooging, te verleen aan de verzekerden wier rente het bij artikel 6 bedoelde maximum van 720 frank niet zou bereikt hebben, wordt slechts toegestaan mits de belanghebbenden gedurende de laatste 15 jaar verzekeringsplichtig waren of niet beschikken over inkomsten, die, met inbegrip van de rente, 720 frank overschrijden.

ART. 12.

Voor de personen, geboren vóór 1865, bedraagt de bij artikel 11 voorziene renteverhooging 8/10 van de geheele rente en, voor de personen geboren in de jaren 1865 tot

pourvu que ces personnes soient dans le besoin.

ART. 13.

Les majorations prévues aux articles 10 et 11 sont également accordées dans les mêmes conditions à toute personne non-assujettie dont les ressources totales n'atteignent pas les chiffres maxima de 360 et 720 francs, fixés aux articles 6 et 7.

ART. 14.

Pour l'application des dispositions des articles 10, 11 et 12, dans le calcul des ressources d'un ayant droit à un supplément de rentes, les ressources d'un ménage sont attribuées moitié à la femme, moitié au mari.

ART. 15.

Les dépenses nécessaires au paiement des majorations prévues par la présente loi, sont à charge de l'État pour $\frac{4}{8}$, des provinces pour $\frac{1}{8}$ et des communes pour $\frac{3}{8}$.

La liquidation s'effectue par le Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. La part des provinces et des communes est récupérée sur la partie des impôts qui leur sont attribuées par l'État.

ART. 16.

Les suppléments de pensions ou de rentes, résultant des articles 10, 11 et 12, sont constitués à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite

1900, $\frac{2}{3}$, mits deze personen in nood verkeerren.

ART. 13.

De verhoogingen, bij de artikelen 10 en 11 voorzien, worden eveneens, onder dezelfde voorwaarden, toegestaan aan elken niet verzekeringsplichtigen persoon, wiens gezamenlijke inkomsten de hoogste cijfers van 360 en 720 frank, bepaald bij de artikelen 6 en 7, niet bereiken.

ART. 14.

Voor de toepassing van het bepaalde in de artikelen 10, 11 en 12, worden, bij het berekenen van de inkomsten van een rechthebbende op eene renteaanvulling, de inkomsten van een gezin toegekend, voor de helft, aan de vrouw en, voor de helft, aan den man.

ART. 15.

De noodige uitgaven tot betaling der bij deze wet voorziene verhoogingen komen ten laste van den Staat voor $\frac{4}{8}$, van de provinciën voor $\frac{1}{8}$ en van de gemeenten voor $\frac{3}{8}$.

De uitkeering geschiedt door het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading. Het aandeel van de provinciën en van de gemeenten wordt afgetrokken van het deel der belastingen, die hun door den Staat worden toegekend.

ART. 16.

De aanvullende pensioenen of renten, voortvloeiende uit de artikelen 10, 11 en 12, worden ter Algemeene Spaar-en Lijfrentekas

soit par attribution de rentes de l'État au cours du jour et suivant des conditions à fixer par arrêté royal.

ART. 17.

Une allocation annuelle de 120 francs est accordée à tout orphelin âgé de moins de 16 ans, de père assujetti ou ne disposant pas des ressources maxima fixées à l'article 12. Cette allocation est à charge de l'État qui est autorisé à employer à cette fin, dans les mesures des disponibilités, le fonds de réserve dont il est question à l'article 3.

gevestigd door toekenning van Staatsrenten naar de loopende no-teering en op de bij koninklijk besluit te bepalen wijzen.

ART. 17.

Eenejaarlijksche tegemoetkoming van 120 frank wordt verleend aan elk weeskind, beneden 16 jaar, dat door een verzekeringsplichtigen vader is achtergelaten of niet beschikt over de maxima bepaald bij artikel 12. Deze tegemoetkoming valt ten laste van den Staat, die gemachtigd is om daartoe van het bij artikel 3 bedoelde reservefonds gebruik te maken, in zooverre er gelden beschikbaar zijn.

C. DE BRUYCKER,
Em. TIBBAUT,
A. HUYSHAUWER,
Fg. MASSON,
A. BUYL,
Th. HOMANS.
